

Grèce : la tutelle s'achève, l'austérité continue, le drame peut commencer



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 août 2018

On se souvient que, si la Grèce a pu entrer dans l'euro, c'est en raison des études de complaisance produites, moyennant finance, par Goldman Sachs (*La Tribune*, 9 mars 1996). En toute impunité.

Puis la Grèce nous donne, depuis 2010, un exemple pathétique de l'inanité d'avoir une monnaie forte pour une économie fragile... Depuis 2010, afin d'éviter la contamination de la zone euro, trois plans de redressement comptable et financier ont été imposés à la Grèce, sous la double tutelle de la BCE et du FMI. Moyennant le versement de près de 300 milliards d'euros. À rembourser... Mais à comparer avec les chiffres du budget de 2017 : les recettes fiscales nettes n'ont été que de 18 milliards d'euros et les dépenses n'ont pas dépassé 19 milliards. C'est délibérément que nous n'incluons pas, dans ces chiffres, le produit des privatisations ou les sommes provenant des émissions d'obligations et des prêts. Il est particulièrement sidérant de comparer le montant des rentrées fiscales avec celui de la dette. Or, la Grèce devra rembourser, à partir de 2022, 75 % de cette dette : cela donne une idée de l'Himalaya à franchir. Car il ne reste plus guère de biens à privatiser. Et un éventuel emprunt devrait se faire sur le marché, à des taux fortement dégradés.

Dans ces conditions, les déclarations des politiciens et les titres des éditos ressemblant à des communiqués de victoire sont surréalistes : « *Pour la première fois depuis début 2010, la Grèce se tient debout sur ses deux pieds* » (Mário Centeno, ministre des Finances portugais, président du conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité). Car les séquelles des mesures d'hyper-austérité budgétaire imposées par les bailleurs de fonds, tout en maintenant la Grèce dans les contraintes de l'euro et de l'OMC, lui ont fait perdre un quart de PIB et fait exploser le chômage (27,5 % en 2013 ; 20 % en 2018). Or, la dégradation durable du tissu industriel et la baisse durable du pouvoir d'achat (salariés, chômeurs, fonctionnaires et retraités) font que les conditions d'un rétablissement sont empêchées par cet étau : euro cher et importations sans freins.

Pour Centeno, la sortie des plans de redressement est le résultat de « *l'effort extraordinaire du peuple grec (sic), la bonne coopération avec l'actuel gouvernement grec et les efforts des partenaires européens* ». De la grossière propagande, cynique et pas très intelligente. Car l'austérité va continuer, avec un PIB en berne, des dettes colossales (près de 200 % d'un PIB en recul), des dizaines de milliers d'entreprises disparues, un chômage dramatique, la fin du soutien des bailleurs de fond, le face-à-face avec les agences de notation, une Turquie agressive, les migrants.

Ioánnis Stournáras, gouverneur de la Banque de Grèce, s'est inquiété d'un possible « *abandon* » de la Grèce par les marchés si celle-ci revient sur les réformes sociales. Les économistes, comme le Pr Nikos Vettas, de l'université d'Athènes, jugent « *impératif de générer désormais une très forte croissance, sans quoi les ménages, déjà très affaiblis par dix ans de récession, continueront à souffrir* ». Or, l'investissement s'est effondré de 60 % et le chiffre d'affaires des entreprises a décliné de 66 %. Les créances douteuses de 98 milliards d'euros (emprunts non recouverts sur les entreprises et les particuliers) font toujours peser un risque sur le système bancaire et, donc, sur l'économie tout entière. Les Grecs n'ont pas oublié que, malgré leur « non » (61,3 %) référendaire de 2015 au nouveau plan des créanciers, Tsípras les a soumis à une diète terrible et, en grande partie, inutile. Quand, passées ses rodomontades, les Grecs se rendront compte qu'ils se retrouvent dans une situation familiale pire qu'en 2015, Gabriel Colletis, professeur d'économie à Toulouse juge, à bon escient, « *inévitables un embrasement social* ».